



UNIVERSITÄTS-  
BIBLIOTHEK  
HEIDELBERG

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 12 (1984)

DOI: 10.11588/fr.1984.0.51632

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Feststellung: »Mochte deren jeweiliger Wirkungszusammenhang auch von Jahr zu Jahr verschieden sein, so war er doch [...] unbestreitbar vorhanden und muß als ein unübersehbarer Faktor im Geflecht des geschichtlichen Lebens gewertet werden.« Dies unter einem vornehmlich finanzpolitischen Gesichtspunkt getan zu haben, ist das Verdienst der filigranen Studie, deren Wert durch gelegentliche Unschärfen – wie beispielsweise im Umgang mit dem Dreikaiserbündnis und Dreikaiserabkommen – nicht geschmälert wird.

Jürgen KÄMMERER, Karlsruhe

Gerhard A. RITTER, Sozialversicherung in Deutschland und England. Entstehung und Grundzüge im Vergleich, München (C. H. Beck) 1983, 188 p. (Arbeitsbücher Sozialgeschichte und soziale Bewegung).

Au moment où la crise économique force à réfléchir sur l'avenir de l'Etat-Providence, l'histoire de la politique sociale suscite naturellement un regain d'intérêt: la parution récente en RFA de plusieurs ouvrages dans des collections d'assez grande diffusion en est le signe<sup>1</sup>. Le livre de G. A. Ritter vient donc à son heure. Mais si l'auteur espère dans sa préface apporter quelques éléments au débat actuel, son étude, issue d'une contribution à un colloque de l'Institut Max Planck de droit social de Berlin-Ouest, n'en poursuit pas moins tout d'abord un objectif scientifique. Dans un domaine où la recherche a encore beaucoup à faire, il s'agit pour lui de dresser un bilan des connaissances, de donner une idée de l'abondance des sources encore exploitables et d'indiquer des pistes d'investigation nouvelles. La limitation à la période d'avant 1914, terrain d'élection de Ritter, ainsi que les avantages heuristiques d'une présentation comparative reflètent cette volonté d'analyser en profondeur. D'ailleurs, le texte d'environ 100 pages étant accompagné de plus de 80 pages de notes et de références bibliographiques, on s'aperçoit vite qu'on est en présence d'un instrument de travail.

Pour le Reich comme pour le Royaume Uni, ce sont la crise économique, l'aggravation de la pauvreté dont les institutions traditionnelles de bienfaisance ou de secours mutuel ne peuvent plus venir à bout, ainsi que l'ébranlement correspondant de la croyance aux vertus du laisser-faire qui sont à l'origine des initiatives de l'Etat. Ne rapporter celles-ci qu'à un stade du développement économique et social resterait cependant un peu court. Le fait que l'Allemagne, dont l'industrialisation s'opère plus tardivement qu'en Angleterre, soit le premier pays à se doter d'un système d'assurance sociale ne peut s'expliquer que par d'autres facteurs. C'est d'abord qu'à la différence de la Grande Bretagne où un néo-libéralisme social, tel qu'il est défendu par Lloyd George et Winston Churchill, prend seulement de l'importance vers la fin du siècle, l'idée d'une protection sociale organisée par l'Etat peut s'appuyer sur la longue tradition de l'*Obrigkeitsstaat*; elle rencontre de ce fait peu de résistance de la part d'un courant libéral très tôt accommodé à l'existence d'un Etat fort et profite en outre de l'existence d'une bureaucratie puissante, expérimentée et sûre d'elle-même. Quant aux motivations directes de l'action gouvernementale, elles sont en Allemagne de nature avant tout politique. Tandis qu'outre Manche, où avant la guerre le mouvement ouvrier n'a ni organisation politique ni programme socialiste, les mesures sociales sont au premier chef une réaction à l'effondrement du système instauré par les *Poor Laws*, elles sont outre Rhin conçues comme une parade à la menace socialiste. Bien sûr, il existe aussi en Allemagne un courant intellectuel préoccupé de la question

1 Cf. en particulier Florian TENNSTEDT, Sozialgeschichte der Sozialpolitik in Deutschland vom 18. Jahrhundert bis zum Ersten Weltkrieg, Göttingen 1981; Volker HENTSCHEL, Deutsche Wirtschafts- und Sozialpolitik 1815 bis 1945, Düsseldorf 1980. ID., Geschichte der deutschen Sozialpolitik 1880–1980, Frankfurt a. M. 1983.

sociale pour elle-même – qu'on pense seulement aux fameux «socialistes de la chaire» – mais aux yeux de Bismarck les lois sociales ne se justifient que comme pendant des *Sozialistengesetze*: ceux-ci doivent briser par la force les organisations du mouvement ouvrier, celles-là éloigner les masses du socialisme et les attacher à la Monarchie. D'où le projet initial d'un mécanisme d'assistance sociale financé exclusivement par l'Etat, un Etat «bienfaiteur» qui mériterait alors d'autant plus la gratitude de ses sujets; d'où l'exclusion des catégories les plus pauvres (domestiques, ouvriers agricoles) du bénéfice de la législation nouvelle, celle-ci profitant comme par hasard aux ouvriers d'industrie, base sociale du syndicalisme et du parti socialiste.

A ce niveau d'analyse, les lois bismarckiennes ne sont plus seulement intéressantes comme prémices d'un système dont l'architecture générale ne s'est guère modifiée jusqu'à aujourd'hui, système dont les aspects techniques sont minutieusement analysés; elles apparaissent aussi comme un révélateur des contradictions socio-politiques qui traversent la société impériale. Ainsi, l'examen du processus de décision qui conduit à leur adoption illustre très bien la difficulté des relations entre l'exécutif et le *Reichstag*. Sous la pression de ce dernier, Bismarck est de fait forcé d'infléchir ses conceptions dans le sens d'une moindre centralisation et de donner une plus grande place au principe de l'assurance. De même, le problème du financement est étroitement lié aux déficiences du système fiscal du *Reich*. En prônant l'institution d'une caisse centrale alimentée par l'impôt direct, le chancelier tente au passage de gagner davantage de liberté vis-à-vis du *Reichstag* dont il dépend pour le vote des *Matrikularbeiträge*. Plus globalement, ses projets participent d'une stratégie visant à masquer la contradiction fondamentale d'un régime favorisant la modernisation économique tout en refusant le progrès politique et social. Economiquement, ils reposent indéniablement sur une conception de classe: une certaine dose d'intervention est nécessaire, tant pour éviter des troubles sociaux, qui dans son esprit sont une des causes de la dépression en faisant baisser la propension à investir, que pour rentabiliser le «capital humain». Toutefois, ce «socialisme d'Etat», accepté sous cette forme par une bonne part de la grande industrie, doit laisser intact le pouvoir discrétionnaire de l'entrepreneur. C'est pourquoi le gouvernement bloque l'adoption d'une législation de protection du travail, domaine dans lequel, comme pour l'assurance chômage, l'Allemagne restera longtemps très en retard sur la Grande Bretagne. Du point de vue politique, l'analyse des lois sociales bismarckiennes met d'autre part en évidence la prédilection du chancelier pour les techniques césaristes d'exercice du pouvoir. A cet égard, il est déjà significatif qu'il fasse explicitement référence aux «caisses nationales de retraites pour la vieillesse», instituées par Napoléon III, comme source d'inspiration de ses projets. Mais surtout on retiendra qu'il a un moment espéré utiliser les caisses professionnelles (*Berufsgenossenschaften*) mises en place dans le cadre de l'assurance-accident comme l'amorce d'un système de représentation corporative permettant à terme de court-circuiter le *Reichstag*.

Analysant pour conclure la portée des nouvelles législations, G. A. Ritter distingue opportunément le court et le long terme. Il n'est pas étonnant qu'à court terme l'objectif de pacification sociale n'ait pas été atteint en Allemagne. Malgré la difficulté à évaluer précisément l'impact du système d'assurance social sur le niveau de vie des travailleurs, un des problèmes où, comme le souligne l'auteur, la recherche a encore beaucoup à faire, il ne fait pas de doute que l'amélioration des conditions matérielles d'existence n'a tout d'abord été que faible, bien que non négligeable. Même si les prestations n'avaient pas été si modiques, elles n'auraient d'ailleurs pu compenser le renchérissement des denrées alimentaires consécutif à la politique douanière protectionniste menée à partir de la fin des années 70. D'autre part, la gestion des caisses d'assurance-maladie s'est très vite révélée être un terrain d'action privilégié pour la social-démocratie. Loin de compléter la répression des *Sozialistengesetze*, les lois sociales ont au contraire donné au mouvement ouvrier allemand des instruments pour lui échapper. Sur le long terme, le bilan est plus nuancé: car en impliquant justement les ouvriers dans la gestion d'organismes publics, le système d'assurance sociale a indéniablement contribué à leur

intégration dans la société. Reste que, contrairement aux espoirs de Bismarck, cette intégration s'est faite avec et non aux dépens des organisations socialistes.

Au delà des problèmes de rapports de force socio-politiques, qui nous éclairent sur la signification des systèmes d'assurance sociale dans les deux pays à un moment historique donné, on prend conscience à la lecture de Ritter de l'importance des évolutions sociales induites par les législations en question, qu'il s'agisse de la mise en place d'un véritable système de santé collectif et des répercussions sur l'hygiène et la pratique médicale, de leur impact sur le développement de la statistique et des sciences sociales, plus généralement encore du rôle de catalyseur qu'elles jouent sur la cristallisation des groupes d'intérêts, la modification des normes juridiques, enfin sur l'extension du domaine d'intervention de l'Etat. On touche du doigt l'accélération et la profondeur du changement social accompli depuis un siècle dont les assurances sociales ont été un des éléments moteurs. C'est en cela que réside l'intérêt actuel du livre de Ritter qui, bien qu'on ne puisse »tirer des enseignements directs de l'Histoire« (p. 7), nous aide à mieux comprendre les enjeux de la crise que nous vivons.

Alain LATTARD, Paris

Konrad H. JARAUSCH, *Students, Society, and Politics in Imperial Germany. The Rise of Academic Illiberalism*, Princeton, New Jersey (Princeton University Press) 1982, XVI-448 S.

Seit Jahren hat sich Konrad Jarausch, derzeit Professor an der University of Missouri, einen Namen als Kenner der deutschen Universitätsgeschichte im 19. und frühen 20. Jh. gemacht. Das hier zu besprechende Buch stellt gewissermaßen eine Bilanz seiner bisher auf diesem Gebiet geleisteten Arbeit dar. Als Quellen dienten Jarausch vor allem die Akten des preußischen Kultusministeriums im Zentralen Staatsarchiv Merseburg, daneben die Nachlässe verschiedener leitender Beamter in diesem Ministerium, Bestände der Universitäten Berlin, Bonn und Marburg, schließlich die von Paul Ssymank begonnene Sammlung des Instituts für Hochschulkunde an der Universität Würzburg und zahlreiche kleinere Bestände. Daneben hat Jarausch wenn nicht die gesamte zeitgenössische Literatur benutzt (was wohl unmöglich gewesen wäre), so doch eine reichhaltige Auswahl aus den einschlägigen Veröffentlichungen (samt den Publikationen der Korporationsverbände) herangezogen. Selbst der Kenner dieses Materials ist gelegentlich überrascht über zeitgenössische Publikationen, die der Vf. ausgegraben hat. Hätte er die Literaturangaben in seinem Anmerkungsapparat zu einer Bibliographie zusammengefügt, so hätte er nebenher noch einen ebenso reichhaltigen wie nützlichen Beitrag zur Bibliographie der neueren deutschen Universitätsgeschichte geleistet. Sein quellenkundlicher Anhang kann diese Bibliographie leider nicht ersetzen.

Im Kern geht es Jarausch um die Frage, »wie sich die liberalen, nationalen Studenten des Vormärz innerhalb eines Jahrhunderts zur Vorhut des Nationalsozialismus entwickeln konnten«. Er untersucht unterschiedliche Teilaspekte dieser Frage in sechs ebenso umfangreichen wie interessanten Kapiteln, die freilich nicht immer ganz den Charakter einer Buchbindersynthese von Einzelstudien verleugnen können. Einzelne sind erweiterte und verbesserte Reprints älterer Aufsätze.

Jarausch beginnt mit einem Kapitel über die Entwicklung der Hochschulfrequenzen im letzten Drittel des 19. Jhs. An seinen Beitrag im Baumgartschen Sammelband »Bildungspolitik in Preußen« anknüpfend, liefert er einen interessanten Beitrag zur weiteren Klärung dieses Punktes. Seine statistischen Überlegungen hinsichtlich des Wachstums der Gesamtfrequenz überzeugen durchaus. Nur würde man sich wünschen, daß Jarausch auch die Entwicklung der einzelnen Fakultäten mit ähnlicher Gründlichkeit behandelte. Hier bleibt manches noch etwas vage, so etwa die Interpretation der Schulkonferenz von 1900 als Antwort auf die angeblich zu stark abgesunkene Frequenz der Philosophischen Fakultät.